

Titre Projet : « Engagement efficace de la société civile africaine dans les négociations et la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale »

FORUM REGIONAL MULTIPARTITE

Dakar (Sénégal) 29 et 30 novembre 2023

Thème : "Bâtir des alliances régionales durables et efficaces pour une bonne implémentation de la ZLECAf"

Termes de référence

I. Contexte et Justification

Les mutations auxquelles fait face le continent africain revêtent une importance capitale. Elles s'opèrent, aujourd'hui, sur plusieurs tableaux, semblant, de façon irréversible, conduire le continent vers une meilleure harmonisation des politiques, accords et projets à dimension continentale. Cette harmonisation est en soi une voie salutaire compte tenu des disparités existantes à l'échelle continentale. C'est d'ailleurs pourquoi l'adoption de l'agenda 2063 est une étape significative dressant le chemin de l'intégration et du développement Africain.

Parmi les initiatives tendant à créer un cadre harmonisé au niveau continental, la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) occupe une place centrale. Cet accord-cadre visant à doter le continent d'un marché unifié, levé de toute entrave pour renforcer le commerce intra-africain, repose sur plusieurs textes et annexes qui en constituent les piliers.

Pour parvenir à cet accord de dimension continentale, les États ont dû accélérer les négociations pour respecter la volonté fermement clamée par les chefs d'états. Cela a permis de boucler des aspects essentiels des négociations. Cependant, au niveau régional, les Communautés Économiques Régionales (CERs) ont dû intensifier leurs efforts pour tenter d'organiser les États membres et bâtir des points de convergence et de consensus.

Sur le plan opérationnel, les États, parties prenantes à l'accord, essaient tant bien que mal à se préparer à la conquête du marché africain. C'est ainsi, qu'après le lancement de l'initiative du commerce guidé avec 7 pays, en marge de la 10ème réunion du Conseil des Ministres de la ZLECAf le 7 octobre 2022, une deuxième phase avec 29 États parties à l'accord ZLECAf est envisagée. Si cette initiative vise à faciliter les échanges commerciaux significatifs entre les États parties prêts à commercer sous le régime de la ZLECAf, elle traduit aussi une volonté de surmonter le défi de mise en œuvre de l'accord.

Cependant, il est essentiel de comprendre qu'une mise en œuvre réussie de la ZLECAf ne peut être l'apanage unique des gouvernements africains. Elle incombe également à d'autres acteurs dont les missions, attributs et positions sont essentiels à l'atteinte des objectifs de la ZLECAf.

C'est pourquoi, les acteurs de la société civile, du monde universitaire, du monde des médias mais aussi du secteur privé, entre autres, sont des maillons essentiels pour une bonne implémentation de la ZLECAf.

L'importance de la prise en compte des parties prenantes n'est plus à démontrer quand on sait que dans certaines régions, la société civile a été en première ligne de certaines initiatives porteuses. Elle s'est aussi investie pleinement dans la vulgarisation et la diffusion de connaissance autour de certaines politiques commerciales à l'échelle continentale ou régionale.

Dans la région CEDEAO, ENDA CACID s'est toujours investi pour que les textes et règlements soient accessibles aux citoyens et pour que les initiatives sur la libre circulation des personnes et des biens soient traduites sur le terrain avec le moins d'entraves possibles.

Avec son projet de **Maison des Citoyens de la CEDEAO (MCC)**, ainsi que son rôle dans la **Task force autour du Schéma de Libéralisation des Echanges (SLE)**, CACID peut être l'exemple de la pertinente nécessité de l'implication des parties prenantes dans les initiatives régionales et continentales.

CACID a également été au cœur de l'initiative de doter la CEDEAO d'un comité régional sur la politique commerciale. Ce projet, contrairement à celui de l'UEMOA qui est déjà fonctionnel et dans lequel CACID joue un rôle essentiel, est rangé dans les tiroirs. Ces manquements ne favorisent point l'implication réelle des parties prenantes. Il ne faudrait pas reconduire les mêmes manquements avec la ZLECAf.

En effet, au moment où la région était en train de se doter d'une stratégie régionale autour de la ZLECAf, l'implication de la société civile a été moindre voire même inexistante.

Au niveau national, l'existence des comités dédiés a permis l'élaboration des stratégies nationales de la ZLECAf avec la participation des parties prenantes. Cependant au niveau régional, le défaut de coordination et le vide organisationnel peuvent compromettre les efforts et ne point garantir une certaine inclusivité dans la conduite des processus liés à la ZLECAf.

Poursuivant ses efforts dans la région, ENDA CACID a toujours fait de la construction d'alliances régionales et nationales un point important de sa stratégie de plaidoyer. Ainsi à travers la **Plateforme des Acteurs de la Société Civile Ouest Africaine (POSCAO)**, des forums ou dialogues régionaux ont toujours été organisés pour alerter, proposer et donner des recommandations.

C'est dans la continuité de cela, doublée de la nécessité de garantir une bonne implication des parties prenantes, qu'ENDA CACID a décidé d'organiser un **forum régional multipartite**.

Ce forum régional, autour de la thématique « **Bâtir des alliances régionales durables et efficaces pour une bonne implémentation de la ZLECAf** » rentre dans le cadre d'un projet plus large qu'ENDA CACID met en œuvre avec **TWN-Africa** du **Ghana** et de **l'Institut d'information et de négociations commerciales de l'Afrique australe et orientale (SEATINI)** de **l'Ouganda** et qui vise à faire de la participation et de l'implication de la société civile dans les négociations et initiatives autour de la ZLECAf, une réalité.

II. Objectifs

Le forum régional multipartite vise à bâtir des alliances régionales durables et efficaces et à garantir leur réelle implication dans l'implémentation de la ZLECAf.

Les objectifs spécifiques sont déclinés ci-dessous :

1. Renforcer les capacités des parties prenantes régionales et nationales afin de garantir une parfaite compréhension de la ZLECAf
2. Passer en revue les différents aspects de l'accord portant ZLECAf ainsi que ces protocoles et annexes
3. Favoriser un cadre d'échanges et de partage entre les parties prenantes à la mise en œuvre de la ZLECAf
4. Bâtir un partenariat et une mutualisation des forces entre acteurs
5. Créer un réseau régional multipartite autour des questions de la ZLECAf
6. Recommander la création d'un comité régional autour de la ZLECAf
7. Passer en revue la stratégie régionale de la CEDEAO sur la ZLECAf

III. Résultats attendus

Les résultats suivants sont attendus du forum national ZLECAf :

1. Les capacités des parties prenantes régionales et nationales sont renforcées et une parfaite compréhension de la ZLECAf est garantie
2. Les différents aspects de l'accord portant ZLECAf ainsi que les protocoles et annexes sont passés en revue
3. Un cadre d'échanges et de partage entre parties prenantes à la mise en œuvre de la ZLECAf est favorisé
4. Un partenariat et une mutualisation des forces entre acteurs sont bâtis
5. Un réseau régional multipartite autour des questions de la ZLECAf est créé
6. Il est recommandé la création d'un comité régional autour de la ZLECAf
7. La stratégie régionale de la CEDEAO autour de la ZLECAf est passée en revue

IV. Méthodologie de l'atelier

Le forum régional multipartite sur la ZLECAf réunira une quarantaine d'acteurs. Il rassemblera des organisations de la société civile, des acteurs clés du secteur privé, des syndicats, des organisations de femmes, des responsables gouvernementaux et des institutions politiques, de la CEDEAO et de l'Afrique centrale.

V. Date et lieu :

Le forum régional multipartite sur la ZLECAf se tiendra les **29 et 30 Novembre 2023 à Dakar (Sénégal)**.

VI. Participants :

Les 40 participants attendus au forum régional multipartite sur la ZLECAf proviendront des structures ou organisations ci-dessous :

- **Plateformes et organisations de la société civile nationale,**
- **Responsables gouvernementaux et des institutions politiques**
- **Organisations patronales**
- **Organisations syndicales**
- **Entreprises exportatrices,**
- **Représentants milieu académique**
- **Organisations des femmes commerçantes,**
- **Représentants des médias**
- **Structures de jeunesse**
- **Etc.**